



**Communiqué
Diffusion immédiate**

Consultation nationale sur la réussite éducative **Monsieur Proulx, le temps des réformes « venues d'en haut » est révolu**

Québec, le 1^{er} décembre 2016 – Défendant l'autonomie professionnelle des 34 000 membres qu'elle représente, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) profitera de la consultation nationale sur la réussite éducative, qui se déroule aujourd'hui et demain au Centre des congrès de Québec, pour indiquer au ministre de l'Éducation que le temps où les enseignantes et enseignants subissaient les réformes « venues d'en haut » est révolu. Avant que la rencontre ne débute, ils étaient d'ailleurs une centaine à revendiquer, à l'extérieur du Centre des congrès, que la politique nationale ne pourra s'écrire sans les profs.

« Sébastien Proulx doit nous rendre ce qui nous appartient. Nous sommes les fiduciaires d'une profession dont le rôle fondamental est de former des femmes et des hommes capables d'utiliser leur jugement, de contribuer activement à la vie citoyenne et de permettre aux élèves de prendre part à la grande aventure humaine. Parler de l'école publique, c'est donc parler de nous, enseignantes et enseignants, qui jour après jour et dans des conditions souvent difficiles, travaillons auprès des élèves jeunes et adultes. Le ministre de l'Éducation s'apprête à redéfinir notre profession pour les prochaines années. Or, cet automne, il a fait le choix de ne retenir aucune des propositions portées par les profs dans le projet de loi no 105 modifiant la Loi sur l'instruction publique. Nous refusons de laisser les autres redéfinir qui nous sommes », avertit Sylvain Mallette, président de la FAE.

Pour la Fédération, qui compte les écoles les plus nombreuses et les plus diversifiées sur le plan socioéconomique et socioculturel au Québec, l'école publique doit assurer l'égalité des chances, celle qui permet aux élèves plus vulnérables d'emprunter d'autres chemins que ceux déjà tracés pour eux. « Est-ce toujours le cas, à l'heure où le réseau des écoles publiques s'affaisse sous le poids des compressions et des réformes qui pèsent sur les épaules des enseignantes et enseignants, à qui l'on demande toujours d'en faire plus avec moins? L'école publique est-elle encore l'école de tous les possibles, particulièrement pour les élèves les plus vulnérables? Le fardeau de la preuve appartient désormais au ministre de l'Éducation », lance M. Mallette.

Un processus contestable

Le président de la FAE rappelle que les États généraux, tenus en 1995 et 1996, avaient mis deux ans avant d'en arriver à une série de recommandations. Celles-ci reflétaient un vaste consensus, mais elles n'ont pas toutes été appliquées ou respectées et plusieurs ont été détournées de leur sens. Aujourd'hui, bien que la FAE salue le fait que le dossier de l'éducation soit au centre d'une large consultation auprès de la population et des différents acteurs du milieu, elle ne peut

s'empêcher de déplorer le trop court laps de temps consacré à un tel exercice. De plus, la méthodologie utilisée pour le sondage en ligne est biaisée. Sa crédibilité est irrémédiablement entachée et le gouvernement ne peut se servir de ces résultats pour développer une politique sur la réussite éducative.

« En seulement deux mois, de très nombreux enjeux ont été soulevés et il nous apparaît périlleux, voire dangereux, de les expédier. Nous revendiquons que l'on fasse collectivement un diagnostic complet de notre réseau public d'éducation. Nous refusons de porter seuls le fardeau de la réussite des élèves. Non seulement résisterons-nous afin de préserver notre autonomie professionnelle, mais nous exprimerons haut et fort notre expertise à travers des solutions concrètes et réalistes, tirées de notre pratique quotidienne », conclut M. Mallette.

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent quelque 34 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que les 800 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel, conseillère aux relations médias, au 514 603-2290